

LE TRAIT-D'UNION

SYNERGIE-OFFICIERS



LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024 :

Un évènement hors-norme



SYNERGIE
OFFICIERS

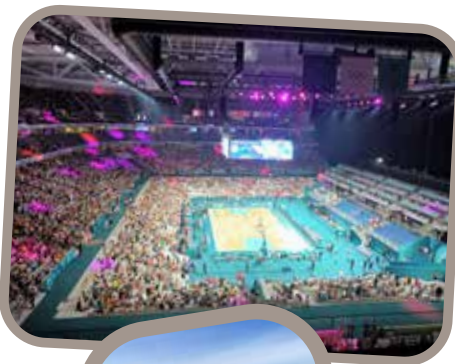
Revue trimestrielle

Oct. 2024 • n°245 • 3,00 €

SOMMAIRE

SYNERGIE
OFFICIERS

le trait d'union n°245

N° 245 - 3^{ème} Trimestre 2024Revue trimestrielle d'information
du Syndicat Synergie-OfficiersAffilié à la CGC par le
canal exclusif de la Fédération
des Services Publics CFE-CGCPublication inscrite
à la commission paritaire de presse
sous le n° CPPAP : 1020 S 05864
Valable jusqu'au 31 octobre 2025Synergie-Officiers
3, Bd du Palais - 5^{ème} étage 75004 PARIS
Tél. : 01 40 13 02 85
bureau.national@synergie-officiers.comAbonnement
Un an, 4 numéros : 10 €
Contacter le Secrétariat au 01 40 13 02 85Directeur de la publication
Gaëlle JAMESRédacteur en chef
Isabelle TROUSLARDRédaction
Benjamin ISELI, Frédéric BISANCON,
Linda BUQUET, Vanessa CIAPPARA et les
membres de la section des retraités.Maquette et réalisation
Éditions Crépín-Leblond
14 rue du Patronage Laïque
52902 Chaumont
Tél. : 03 25 03 87 48 Fax : 03 25 03 87 40

3 ÉDITO

4 DOSSIER DE FOND

- LES JEUX OLYMPIQUES
ET PARALYMPIQUES 2024 :
UN ÉVÈNEMENT HORS-NORME40 GRILLE DE TRAITEMENTS
PARIS / IDF 202442 GRILLE DE TRAITEMENTS
PROVINCE 2024Chers
collègues,

GAËLLE JAMES

1924... 2024 ! 8 millions de visiteurs, 12 millions de tickets vendus, 15 000 athlètes, 56 sites, 35 000 policiers et gendarmes mobilisés chaque jour en région parisienne, des milliers d'autres en région et en Outre-mer, 1 800 collègues étrangers en renfort, et une cérémonie d'ouverture organisée pour la première fois de l'histoire, en milieu ouvert.

Le défi était immense, la réussite est totale ! Le monde entier a unanimement salué l'organisation de ces Jeux Olympiques et Paralympiques. Bien entendu, la sécurité était la priorité absolue compte tenu des risques envisagés. Comme l'a dit Gérard Darmanin au lendemain de la clôture : « une médaille d'or est à décerner aux policiers et gendarmes ! ».

Le bilan est magnifique. Aucun incident majeur et une ferveur populaire indéniable. Partout le professionnalisme des forces de l'ordre a été salué par les visiteurs.

Les policiers ont, une fois de plus, parfaitement accompli leurs tâches et les officiers se sont particulièrement investis, souvent bien en amont et particulièrement pendant l'évènement, malgré l'impact important sur leur vie de famille, sans compter leurs heures et avec, comme à l'accoutumée, un sens exemplaire du devoir.

Nous en retiendrons plusieurs années de préparation et deux mois très intenses et très riches en émotion.

Bien en amont, SYNERGIE-OFFICIERS a porté les intérêts du corps de commandement pour que votre investissement et votre expertise soient reconnus.

Au-delà de la PRE JOP déjà acquise, SYNERGIE-OFFICIERS a obtenu seul, grâce à une action commune avec les commissaires de police, un abondement historique de la part P, afin d'en permettre l'attribution à tous les officiers mobilisés spécifiquement pour les JOP ; le seuil d'écurement des HS entre juillet et septembre a été multiplié par quatre.

SYNERGIE-OFFICIERS restera vigilant sur le respect des engagements formulés (notamment la mise en paiement des compensations financières JOP 2024 en décembre prochain).

Par ce Trait d'Union, et quelques portraits d'officiers mobilisés à cette occasion, SYNERGIE-OFFICIERS et toute son équipe, tenaient à vous mettre à l'honneur et vous dédient cette publication.

Bonne lecture !

Gaëlle James
Secrétaire Générale



Le Bureau National SYNERGIE-OFFICIERS à votre rencontre pendant les JOP 2024



Fluctuat nec mergitur !

Dans le cadre des JO et des JO Paralympiques de Paris 2024, un détachement nautique C.R.S. a été mis en place afin d'assurer la protection des lieux en liens directs avec le milieu aquatique.

À la tête de ce dispositif, le capitaine Pascal Gensous, chef du Bureau de la sécurité routière et des missions spécialisées de la Direction zonale des C.R.S. Sud-Ouest, qui nous présente les trois missions assurées pendant deux mois.

Le Trait d'Union : Quel était l'objet de ta mission lors de ces JO ?

Pascal Gensous : La DCCRS et la Direction zonale C.R.S. Sud-Ouest m'ont proposé d'assurer la conduite d'un détachement nautique composé de 98 effectifs au total, et se déclinant sur trois missions distinctes :

- **Un détachement nautique composé de 12 effectifs de la Section des moyens spécialisés de la C.R.S. 45, basée à Chassieu, et de 38 effectifs nageurs-sauveteurs** (18 effectifs SMS 45 et 76 effectifs NS issus de 35 unités de service général si l'on compte les relèves en cours de mission) dédié à la surveillance d'une portion de la Seine d'où s'étendait, de part et d'autre de ses deux rives, le Village Olympique. Soit une distance de 1 500 m sur une centaine de mètres de large, H 24, pendant deux mois, du 11 juillet au 08 septembre. Le but de cette mission était

de protéger le Village Olympique de toute tentative d'intrusion par le fleuve.

- **Un détachement de 21 plongeurs C.R.S. au port de Tolbiac**, dédié en juin à la dépollution des munitions dans la Seine, s'est consacré, du 15 au 27 juillet, aux visites de sécurité des fonds et des quais sur l'ensemble de l'itinéraire emprunté par l'armada de la cérémonie d'ouverture, à savoir 7 kilomètres, ainsi que le contrôle des coques de toutes les péniches ayant embarqué les athlètes et les officiels, le tout en mixité avec des plongeurs de la Sécurité civile, du 2e REG de la Légion étrangère et du RAID. L'une des difficultés principales a été d'évoluer dans un milieu où la visibilité est *quasi* nulle, composer avec un débit de la Seine souvent très fort, et parfois la surprise de découvrir au travers du faisceau lumineux de chaque plongeur, un banc de silures à quelques centimètres du masque de plongée...
- **Enfin un détachement composé de 12 effectifs de la SMS de la CRS 61 de Vélizy et de 12 nageurs-sauveteurs, dédié à la surveillance du stade nautique de Vaires-sur-Marne** du 27 juillet au 11 août et du 30 août au 8 septembre, pour les épreuves d'aviron et de canoë-kayak.



LA MGP, PREMIÈRE EN SANTÉ ET PRÉVOYANCE*



VOTRE SATISFACTION, NOTRE MISSION

Classement

Opinion
Assurances

*Depuis 2021, le classement des « meilleures assurances et mutuelles santé », établi de façon indépendante par le site [opinion-assurances.fr](https://www.opinion-assurances.fr), place la MGP en tête sur le critère de la satisfaction à partir des notes et avis vérifiés des internautes de la communauté d'Opinion Assurances. Classement consultable sur <https://www.opinion-assurances.fr/classement-assureurs-sante.html> et <https://www.opinion-assurances.fr/classement-assureurs-prevoyance.html>



MGP
LA MUTUELLE DES FORCES DE SÉCURITÉ

mgp.fr — 09 71 10 11 12 (numéro non surtaxé)

Mutuelle Générale de la Police, dite MGP - mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité - immatriculée sous le n°775 671 894 - 10 rue des Saussaies - 75008 PARIS - Communication 06/23 - Document non contractuel à caractère publicitaire.



Au milieu du village olympique

Le Trait d'Union : Quels ont été les moyens matériels engagés lors de cette mission ?

P. G. : Au total, nous avons bénéficié de huit embarcations mises à disposition du Centre moto-nautique basé à la C.R.S. 42 de Saint-Herblain.

À Saint-Denis, au Village Olympique, nous avons utilisé deux embarcations à fond rigide, équipées de deux moteurs de 150 CV (sans oublier un bateau en réserve).

Nous avons bénéficié d'une base nautique remarquable tant par la taille que par la conception. Notre secteur de patrouille était délimité par deux barrières empêchant toute intrusion d'embarcation à la surface et sous l'eau, le tout couplé à des sonars. Des filets retenus par des électro-aimants étaient prêts à être déployés en cas de tentative d'intrusion sous-marine.

Au port de Tolbiac, nous disposons également de deux EFR afin d'assurer les plongées, et d'un



Bras de Marne - Vaires-sur-Marne

dispositif extraordinaire de reconditionnement des bouteilles de plongée mis à disposition par la Sécurité civile.

À Vaires-sur-Marne, un EFR de 115 CV patrouillait sur le bras de la Marne, et deux MARK III assuraient une surveillance de la partie sud du stade nautique recevant les épreuves d'aviron et de canoë-kayak.

Le tout avec l'assistance indispensable, dans ce type de dispositif, des cinq effectifs du CMN de Nantes qui se sont relayés tout au long de la mission. Leurs compétences techniques et de navigation sont incontournables dans ce type de mission.



Le Bureau National Synergie-Officiers et le CNE GENSOUS

Le Trait d'Union : Que retiens-tu de cette mission Olympique ?

P. G. : Tout d'abord, des effectifs volontaires et dévoués à cette mission qui demandait une grande autonomie dans le fonctionnement. En effet, nos SMS et nos NS sont habitués à fonctionner de la sorte.

Les moyens nautiques de nos SMS sont d'ailleurs très régulièrement demandés par les DIPN dès que le milieu aquatique est concerné par un événement. Je pense à la visite de Charles III à Bordeaux en septembre 2023, au parcours de la





flamme Olympique en mai et juin ou bien récemment, à la lutte contre les rodéos sauvages de jet-skis sur la Garonne à Bordeaux.

Même philosophie chez nos nageurs-sauveteurs habitués à travailler en totale autonomie sur les postes de secours l'été sur les plages, et assurant également les missions de police plan d'eau (MPPE) au Touquet et à Ramatuelle.

Je tiens d'ailleurs à souligner l'efficace mixité entre effectifs des deux SMS et de nos NS tout au long de cette mission.

Les moyens logistiques étaient parfaits, condition *sine qua non* du succès de toute mission assurée par les C.R.S. et je tiens à saluer l'aide procurée par la Direction zonale C.R.S. de Paris qui nous a accompagnés tout au long de ces huit semaines. On doit souligner également l'extraordinaire mission de nos plongeurs qui ont évolué dans une synergie parfaite avec leurs homologues de la Sécurité civile, de la Légion étrangère et du RAID. On sait que l'on trouve de tout dans la Seine. Cette fois-ci, outre les habituels vélos et automobiles, grâce à l'action de tous ces plongeurs, les démineurs de la Sécurité civile ont sorti des explosifs de la Guerre de 1870 et des deux conflits mondiaux. Toutes ces missions de plon-

En patrouille sur la Seine



gée ont été rythmées de manière méthodique et extrêmement rigoureuse, le tout dans un délai relativement court et avec un cahier des charges bien rempli.

À Vaires-sur-Marne, nous étions au cœur de l'événement sportif, à quelques dizaines de mètres des couloirs empruntés par les avirons et les canoës.

En tant qu'officier, cette mission a été un challenge très attirant, tant par les moyens humains et matériels engagés, que par l'importance planétaire représentée par les JO.

J'avais déjà eu une première expérience de ce type de moyens avec la mise en place d'un dispositif nautique lors du G7 de Biarritz.

Cette fois-ci, le caractère planétaire des JO a renforcé encore plus ma détermination à mener à bien la mission.

En prenant en compte les relèves, j'ai eu l'opportunité de travailler avec 119 effectifs au total. Ce fut un grand plaisir de partager cette mission à leurs côtés.

Sans oublier la visite officielle du Président de la République le 18 juillet 2024, qui a salué la mission nautique de nos effectifs C.R.S., et les excellentes relations que nous avons entretenues avec nos camarades de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris qui nous ont mis à disposition cette base nautique extraordinaire, sans oublier les effectifs du commissariat installés dans leurs locaux pour l'événement.

Tous ces éléments précités nous ont permis de remplir notre mission avec constance et efficacité. À l'image de la devise de la ville de Paris, tout au long de ces deux mois olympiques inoubliables, notre dispositif nautique a été battu par les flots, mais n'a jamais sombré.

Fluctuat nec mergitur !

LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS au défi des JOP 2024

Paris fut le "siège" des JOP 2024. La majorité des sites olympiques se trouvaient dans la capitale ou dans la couronne parisienne sans compter le club France, la Terrasse des Jeux... Le défi à relever pour la préfecture de police de Paris était énorme. Toutes les directions ont été mobilisées, tous les effectifs ont été mobilisés, sans compter les milliers de renforts. Au-delà de l'aspect sécuritaire, ce fut également un défi logistique dont la préparation avait débuté il y a plusieurs années. Les officiers de police de la PP ont bien entendu répondu présent.

Le Trait d'Union en a rencontré deux, la lieutenant Capucine Vial, affectée à la DOPC et qui, dans le cadre de ces JOP, avait rejoint l'état-major logistique de la PP en début d'année, ainsi que le capitaine Laurent Dussutour, adjoint au SSQ de Saint-Denis, qui exerce depuis plus de 25 ans au sein de la PP.

Le Trait d'Union : Bonjour Capucine, avant toute chose, pourrais-tu te présenter ?

Capucine Vial : Lieutenant de la 25e promotion, j'ai choisi, en sortie d'école, la DOPC, et plus précisément la 12e Compagnie d'intervention. Ayant été CRS en tant que gardien de la paix, c'était

une suite logique qui mêlait l'opérationnel et le management.

Au bout de 2 ans, j'ai eu l'opportunité de rejoindre la Cellule événementielle de l'état-major de la DOPC (CEVEN). Cette dernière a pour but de



monter les différents services d'ordre, en lien avec l'adjoint au chef d'état-major, relatifs aux événements sportifs et culturels. Il s'agit de concevoir le dispositif, rédiger les télégrammes, et être une liaison de terrain le jour de l'évènement. Cette cellule s'est vu attribuer, en plus des événements au Parc des Princes, au Stade de France, à Roland Garros, les Jeux de Paris 2024.

Le Trait d'Union : Comment s'organise cette cellule ?



Capucine VIAL

C. V. : Je suis arrivée au sein de CEVEN en novembre 2022, mais d'autres travaillaient déjà sur la préparation des Jeux depuis plusieurs mois. Ce que je veux dire par là, c'est que les Jeux ont commencé le 26 juillet et se sont terminés le 8 septembre, mais pour beaucoup, ils ont débuté bien avant comme vous pouvez l'imaginer. Pour la cellule, il s'agissait de se baser sur son expérience de gestion d'évènements, et sa connaissance des sites pré-existants, pour réfléchir et concevoir les dispositifs qui allaient être mis en place sur les différents sites de compétition. Cependant, il a aussi fallu s'adapter, car les contraintes d'un organisateur de concerts ne sont pas les mêmes que celles de Paris 2024. Il a fallu réfléchir aux cheminements des athlètes, des

médias, de la famille olympique, de la logistique, mais aussi des visiteurs, avec très souvent des intersessions (plusieurs événements sur le même site au cours d'une journée), et parfois même dans des délais très courts : on savait vider un Stade de France, mais le vider et le remplir en moins de 3 heures, était une grande première.

Il convenait de travailler avec l'ensemble des partenaires qui étaient les différents services de l'État (DOPC, DSPAP, BSPP, DUPA, Gendarmerie, la mission JOP), mais aussi les transporteurs (la RATP, IDFM, la SNCF) mais aussi P2024, afin que chacun, dans nos spécialités, au cours des nombreuses réunions hebdomadaires, nous puissions anticiper au maximum les différentes problématiques, tout en n'ayant pas forcément les mêmes priorités.



Le Trait d'Union : Tu as ensuite rejoint l'état-major logistique de la PP, peux-tu nous en dire un peu plus ?

C. V. : En effet, en janvier 2024, j'ai rejoint, avec le commandant divisionnaire Olivier Daflon, pour le temps des Jeux, l'état-major logistique. Cet état-major, volonté du préfet de police, avait pour but de centraliser et de coordonner les besoins des différentes directions actives. Il convenait de réfléchir à un soutien logistique, principalement des renforts, mais aussi des résidents.

Il s'agissait de gérer une masse conséquente de renforts. Pour exemple, rien que pour la cérémonie d'ouverture, la DOPC gérait près de 270 UFM/Compagnies de marche. Au-delà des plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires, s'ajoutait toute la gestion logistique : le stationnement des parcs sur les lieux d'hébergement, un nombre important de radios (P2G et TPH 900) réquisitionnées, ainsi que des batteries et des chargeurs, la distribution de cartes SIM storm, avec toutes les problématiques qui en découlent (enrôlement, accès aux conférences, géolocalisation), le déchargement des images de caméras piétons, le stockage de l'armement collectif et individuel...



En effet, un des enjeux majeurs était d'anticiper au maximum les besoins des effectifs de terrain, afin qu'ils puissent être pleinement opérationnels. Mon expérience de terrain au sein des CRS et de la 12e Compagnie d'intervention, ainsi que ma connaissance des dispositifs planifiés sur les différents sites de compétitions, et des interlocuteurs privilégiés, ont permis de porter à la connaissance de tous, les contraintes de notre direction, et donc de nos effectifs de terrain, et leurs besoins.

Malgré cette planification, beaucoup d'ajustements à réaliser au quotidien. Il a fallu s'adapter en conduite, et c'est peut-être le maître mot de ces Jeux. S'adapter, puisque les locaux trouvés n'étaient plus disponibles (suite aux réquisitions pour les élections, ou situés dans des périmètres Paris 2024 et donc inaccessibles aux effectifs), que les personnels fléchés pour monter les tentes n'étaient pas assez nombreux, que les compagnies de marche gendarmerie étaient remplacées par des compagnies de marche police nécessitant des livraisons de lunch box, ou encore que les accréditations demandées ne correspondaient pas ... Autant de sujets qui peuvent sembler anodins, mais qui, s'ils ne sont pas gérés, peuvent très vite prendre des proportions importantes.

Pour conclure, je dirais que ces Jeux sont, avant

tout, une expérience humaine. Je tiens sincèrement à remercier le commissaire divisionnaire Bourgoïn qui m'a convié à cette aventure, mais aussi la sous-direction de la Gestion opérationnelle, ainsi que le Service de soutien opérationnel de la DOPC, avec qui nous avons dû réfléchir à ce soutien, ainsi que l'ensemble des partenaires, avec qui nous n'étions pas forcément d'accord, mais avec qui nous avons trouvé des solutions et tenté de répondre, au mieux, aux besoins de l'ensemble des effectifs.

Le Trait d'Union : Le mot de la fin Capucine ?

C. V. : Ça y est, nous l'avons fait ! Pleinement satisfaite et soulagée que tout se soit bien passé. Participer aux Jeux restera avant tout une aventure humaine, avec des collaborations multiples, mais surtout une expérience inoubliable. Le Trait d'Union : Bonjour Laurent, peux-tu te présenter ?

Laurent Dussutour : Je suis entré à l'ENPP en tant qu'élève gardien de la paix en septembre 1995, après avoir fini mes études, effectué mon service national puis travaillé dans le privé.





Stade de France

J'ai été affecté en septembre 1996 à Aulnay-sous-Bois, en brigade de roulement, puis en BSU. J'y suis resté 4 ans. J'ai poursuivi ma carrière en BAC départementale et locale durant 6 ans. J'ai été nommé brigadier puis brigadier-chef et j'ai passé le bloc OPJ avec succès, ce qui m'a valu d'être affecté en SAIP. J'ai alors intégré le SDN 92 en tant qu'OPJ et j'avais la responsabilité d'un district sur le nord du département (Nanterre ou Asnières). En 2010, j'ai intégré le SAIP d'Asnières-sur-Seine en tant qu'adjoint à l'officier chef du groupe flag, puis en tant que chef BEI.

J'ai réussi le concours interne d'officier de police en 2012 et je suis rentré à l'ENSP de Cannes-Écluse en janvier 2013.

À ma sortie d'école, j'ai été affecté en SAIP dans le centre de Paris. Une fois les deux années réalisées sur ma première affectation, j'ai été muté à Puteaux en tant que chef SSQ. Ce service ayant fusionné avec la défense, j'y ai occupé le poste d'adjoint chef SSQ, avant de retourner sur le 93 en tant que chef SAIP au Blanc-Mesnil.

Je suis actuellement adjoint chef SSQ à Saint-Denis.

Il s'agit d'une circonscription sensible, au vu des nombreux événements s'y déroulant (CMR, JOP), mais aussi en raison de l'importance de sa population et d'une délinquance soutenue.

Ce service est constitué d'environ 300 fonctionnaires, le SSQ en représentant un peu moins des deux tiers. Ce poste ouvert dans le cadre de l'avancement

accéléralé me permettra d'être nommé commandant de police en 2025.

Ce qui m'a motivé pour prendre ce poste, outre les caractéristiques propres à la circonscription, est le fait d'intégrer une équipe constituée de plusieurs officiers et commissaires.

De plus, étant en secteur difficile, on ne sait jamais de quoi seront faites nos journées, excepté qu'elles seront chargées. Je trouve ça motivant. Les collègues font preuve d'un grand professionnalisme et d'une véritable cohésion face à l'adversité ; c'est un honneur de pouvoir les encadrer.



Le Trait d'Union : Saint-Denis est une circonscription très difficile, quels sont les attraits et les contraintes d'un tel poste ?

L. D. : L'attrait principal est qu'il s'agit d'un SSQ important en termes d'effectif, qui sera amené à être renforcé avec la fusion de Pierrefitte-sur-Seine et de Saint-Denis.

Ce type de service permet à l'officier d'être pleinement dans son rôle de commandement et c'est valorisant.

La principale contrainte est inhérente aux différentes servitudes dues aux nombreux événements se déroulant sur la commune, ce qui impacte nos capacités à traiter la police du quotidien.

Le Trait d'Union : Venons-en à la période particulières des JOP. Saint-Denis accueille sur son territoire le Stade de France dans lequel se sont tenues de très nombreuses épreuves. Quel fut ton rôle ?

L. D. : J'ai été engagé, comme la plupart des officiers SSQ du district, sur plusieurs événements afférents aux JOP et aux Paralympiques.

La pression a commencé à monter avec la tenue de plusieurs opérations de type "place nette XXL", que nous dirigeons sur le terrain et qui nous ont permis d'assainir certains secteurs avant le début des JOP.

Puis, tout a réellement commencé avec le dispositif du parcours de la flamme olympique sur Saint-Denis, celle-ci ayant fait le tour des sites les plus connus tels que le Stade de France ou la basilique, en passant par la nouvelle gare secteur Pleyel.

J'ai participé à différents services d'ordre au Stade de France et au centre aquatique olympique, avant de conclure cette parenthèse olympique avec le marathon des athlètes paralympiques le 08/09/2024.

Mais mon rôle d'officier sur cette commune ne s'arrêtait pas là. Nous devions prendre en compte les compagnies de marche qui nous renforçaient, ainsi que les différentes UFM, que ce soit dans le cadre du plan tourisme XXL ou du dispositif dit du dernier kilomètre.

Il fallait aussi gérer au quotidien l'ensemble de la circonscription et pas seulement les sites olympiques, avec des effectifs moindres.

Nous avons ainsi pérennisé un groupe "vol à la tire" qui nous a permis de lutter contre les délinquants et autres "frotteurs" sévissant dans les transports en commun notamment.

Enfin, nous avons aussi élaboré et participé en tant qu'officier à des dispositifs ayant permis l'interpellation de nombreux individus auteurs de vols aggravés au préjudice notamment de touristes venus assister aux JOP, que ce soit dans les transports en commun, le centre historique de Saint-Denis ou la cité des Francs-Moisins, à proximité du Stade de France.

Le Trait d'Union : Tu es également délégué SYNERGIE-OFFICIERS pour la Seine-Saint-Denis. Peux-tu nous parler de ton engagement syndical ?

L. D. : Il correspond à mes valeurs, à savoir un syndicat compétent et bienveillant, sur qui on sait pouvoir compter, fidèle et loyal, qui défendra nos intérêts et pour lequel on a envie de s'engager, que ce soit comme adhérent ou comme délégué.

Le Trait d'Union : Un dernier mot Laurent ?

L. D. : J'ai commencé ma carrière en Seine-Saint-Denis, j'avais une vingtaine d'années, j'étais jeune policier et jeune papa. J'y vivais aussi et j'ai adoré les années que j'y ai passé.

J'ai aujourd'hui la cinquantaine, et après avoir fait toute ma carrière en Île-de-France, je suis heureux d'être revenu dans ce département, que ce soit au Blanc-Mesnil ou à Saint-Denis.

C'est ici que nous pouvons donner le meilleur de nous-mêmes, que ce soit en tant qu'officier ou policier. Nous faisons partie du maillage républicain et la notion de service public y prend toute sa dimension. L'activité y est intense, les responsabilités importantes et la solidarité élevée.



LA RÉGION PACA : de l'arrivée de la flamme olympique aux épreuves de football et de voile



Dans la région PACA, les JOP 2024 représentaient non seulement une célébration du sport, mais également un défi en matière de sécurité, particulièrement à Marseille et Nice. Ces deux villes, qui accueilleraient une partie des compétitions de football et de voile, se sont employées à mettre en œuvre des mesures de sécurité robustes afin de garantir la sécurité des athlètes, des spectateurs et des habitants. Une attention particulière était portée à la protection de certaines délégations comme celle notamment d'Israël, pour laquelle le RAID était engagé.

Par leur connaissance du terrain et leur expertise technique, de nombreux officiers de police étaient impliqués dans l'élaboration des plans de sécurité, l'évaluation des risques, la planification des ressources humaines et matérielles, ou encore la mise en place de protocoles d'intervention d'urgence. La préparation des Jeux Olympiques à Marseille et Nice a commencé bien avant le coup d'envoi des compétitions. Marseille et Nice disposaient

de plusieurs sites emblématiques qui ont accueilli les événements olympiques, principalement le stade Vélodrome et la Corniche à Marseille, ainsi que l'Allianz Arena pour Nice. La police nationale était responsable de la sécurité de ces lieux. Elle a veillé à ce que des mesures de contrôle d'accès et sécurité soient toujours efficaces afin que le déroulement des épreuves sportives se déroulent dans les meilleures conditions.



Supporters marocains

Tous les officiers mis à contribution auraient mérité d'être mis à l'honneur dans ce numéro de notre Trait d'Union spécial JO. Nous vous proposons un focus sur le commandant de police Régis V. en poste au Service départementale renseignement territorial 13, particulièrement sollicité lors de l'événement, notamment pour sa connaissance hors-pair des problématiques liées aux stades.



Le Trait d'Union : Bonjour Régis, peux-tu te présenter à nos lecteurs ?

Régis V. : Je suis commandant de police, issu de la 8e promotion. Après un parcours essentiellement dans les unités de voie publique, les CI parisiennes, la CSI à Marseille puis le SISTC, je rejoins le RT en 2016 pour justement l'Euro 2016. J'ai d'abord œuvré en tant que "correspondant hooliganisme", puis à l'issue de la réforme territoriale, j'ai bénéficié d'une promotion qui m'a permis de me positionner comme chef de la coordination départementale des Bouches-du-Rhône pour la filière renseignement. J'ai aussi en charge les voyages officiels et le correspondant hooliganisme des Bouches-du-Rhône, puisque je voulais quand même garder la partie terrain et la partie footballistique.



Le Trait d'Union : Concernant les Paris JO 2024, peux-tu nous dire comment Marseille a été impactée en fonction des épreuves et bien évidemment, de l'arrivée de la flamme olympique ?

R. V. : Cela s'est fait en deux temps. Tout d'abord nous étions focus sur ces JO puisque Marseille accueillait 10 matchs de football : 5 matchs féminins, 5 matchs masculins, mais également la Marina avec toutes les épreuves de voile. Entre-temps est venue se greffer l'arrivée de la flamme ; nous l'avons appris 6 mois avant, avec cette fameuse arrivée du Belem, qui a donné du coup, un surcroît de travail, l'événement étant mondial. Le projecteur a été mis sur Marseille car cela a engendré l'arrivée de nouvelles autorités notamment au niveau préfectoral, et une demande avec une attente très forte bien sûr de la part des autorités sur les services de rensei-



ALTERIALE

L'OFFRE SANTÉ SIMPLICITÉ

UNE COUVERTURE SANTÉ POUR COUVRIR L'ESSENTIEL DE VOS BESOINS



Uniquement les principales garanties santé, au prix juste



Des tarifs attractifs pour votre famille



2 formules solidaires, responsables et labellisées



3 renforts pour bénéficier de remboursements complémentaires

(dépassement d'honoraires, forfaits chambre particulière, médecine douce, optique ou dentaire)

Faites un devis auprès d'un conseiller dans l'un de nos points de rencontre ou par téléphone du lundi au vendredi de 8h à 18h

N°Cristal 0 970 821 821

APPEL NON SURTAXÉ

La confiance, *notre force*



Supporters allemands

gnement. Il faut savoir qu'un service de renseignement territorial comme le nôtre tourne plus ou moins à 70 effectifs, et que pour l'arrivée de la flamme nous avons eu 70 renforts qui sont venus de toute la zone sud de la France (Bordeaux, Lyon, Toulouse), pour nous renforcer. Il fallait donc également prévoir un volet logistique.

En effet, le service suit, comme vous vous en doutez, des personnes susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et le but du service était de détecter en amont, les personnes qui avaient prévu, par des mouvements extrémistes de gauche ou radicaux, de porter atteinte au bon déroulé de cet événement.

La traversée de la flamme le lendemain dans la ville de Marseille, a été une étape très importante : nous devons systématiquement être en amont pour toujours s'assurer qu'aucun individu ne vienne perturber le bon déroulé de l'événement. Celle-ci a traversé tout le département, ce qui nous a impacté et a nécessité d'ailleurs le maintien des renforts qui étaient venus de toute la France sur le département pendant 3 jours, s'étalant sur les communes d'Aix-en-Provence, Eyguières et enfin en Arles mais aussi Cassis.



Le Trait d'Union : Peux-tu nous préciser quand ont commencé les premières épreuves de ces JO et de quelle manière ?

R. V. : Les épreuves ont commencé avant l'ouverture de la cérémonie officielle puisque nous avons 10 matchs de football. Le rythme était quand même assez soutenu. Nous enchaînions un match masculin, puis un match féminin, puis un jour de repos, et encore un match masculin, un match féminin avec un jour de repos. Nous avons couvert 10 matchs jusqu'au quart de finale puisque les derniers matchs se sont joués au Stade de France. Cela a nécessité des renforts de la zone pendant 3 semaines sur le stade Vélodrome. À la différence de ce que je rencontre d'habitude avec l'Olympique de Marseille, nous étions sur des affluences beaucoup plus réduites. Pour exemple,





le match Maroc/Espagne qui était une demi-finale, a rassemblé environ 50 000 personnes. Les enjeux sont différents en matière d'hooliganisme, par comparaison aux matchs de l'OM, où l'on va engager les collègues qui ne font que la spécialité de la thématique du hooliganisme et des violences dans le sport. Sur ce type d'évènement, il fallait engager le spectre le plus large pour détecter toutes les menaces possibles sociétales et sociales, c'est à dire rebondir toujours sur la radicalité extrême gauche, extrême droite, et islam.

Nous avons également le volet social avec les risques de manifestations avec le conflit des retraites. Nous avons quand même les syndicats à surveiller. De plus, sur le match Maroc/Espagne, la communauté marocaine a énormément mobilisé de supporters lors de son parcours dans ces Jeux Olympiques, avec parfois des débordements qui ont été observés dans certains stades. Et c'est vrai que sur Marseille, il y avait des craintes à ce niveau-là.

Il faut savoir que sur chaque match, nous engageons 10 et 15 effectifs du RT, ce qui est plus du double qu'un OM/PSG classique.



Le Trait d'Union : Peux-tu nous parler des épreuves de voile également ?

R. V. : Bien entendu. Cela représentait environ 10 000 à 12 000 personnes par jour qui venaient assister aux épreuves. Je tiens à souligner que nous devons gérer l'impact du conflit israélo-palestinien qui est venu percuter ces JO. Cela a nécessité une très grande vigilance, le RAID était

systématiquement engagé sur ces délégations afin de les protéger. À Marseille, la Marina englobait le NH Hôtel qui logeait pas mal d'athlètes. Nous avions la charge de la détection de la menace à périphérie immédiate, mais également en intérieur. Le but étant de prévenir tout signe ou menace en amont, que ce soit sur terre ou en mer. À ce sujet, un dispositif hors norme a été mis en place avec la brigade maritime de la DIPN 13. La crainte était que des activistes prennent des bateaux ou des kayaks et viennent perturber les compétiteurs en s'interposant au milieu des épreuves. Un dispositif de lutte anti-drone était également mis en place, très précieux dans le balayage des itinéraires, pour lever les doutes. Les remises des médailles et les mises à l'eau des embarcations étaient pour nous, très sensibles, avec une proximité immédiate des athlètes avec le public.



Le Trait d'Union : Régis, est-ce qu'on peut dire aujourd'hui que le pari a été gagné sur cet évènement hors norme ?

R.V. : Je vais dire tout simplement que l'ensemble des effectifs RT (renforts compris) ont été très efficaces. Pour moi, cet évènement reste une très belle expérience professionnelle. Ça a été intense, et je tiens à souligner l'engagement total des collègues qui ont été systématiquement décalés, rappelés plusieurs fois par jour. Ces derniers ont vraiment fait preuve d'un professionnalisme exemplaire.

LE TIR SPORTIF à Châteauroux

La ville de Châteauroux a accueilli, lors des JOP, l'ensemble des épreuves de tir sportif. Ce fut l'un des rares sites à être resté en activité non seulement pendant les Jeux Olympiques mais également pour les épreuves paralympiques. Le renseignement territorial de l'Indre fut particulièrement sollicité. Guillaume M., chef du SDRT de l'Indre nous en parle.



Guillaume M. : Bonjour, je suis Guillaume et j'ai débuté ma carrière en 1997 comme gardien de la paix en Sécurité publique. En 2006, je suis devenu officier de police, affecté en police judiciaire en direction centrale avant de rejoindre le siège de la SI en 2011. J'occupe le poste de chef SDRT 36 à Châteauroux depuis mai 2023.

Dès ma prise de fonction, les JOP 2024 se sont présentés comme un enjeu crucial pour le département, avec l'accueil des épreuves olympiques et paralympiques de tir au Centre national de tir sportif (CNTS) situé à Châteauroux.





Aux côtés du DDPN ou de ses représentants, j'ai participé à près de 200 réunions dans cette perspective : avec la préfecture, les différents partenaires institutionnels (Conseil départemental, Châteauroux Métropole...), les équipes d'organisation Paris 2024, les différents chefs de sites, de sécurité, du Village olympique local, etc. Le RT de l'Indre a contribué à préparer les JOP dès 2023. En revanche, la sécurisation de l'évènement nécessitait des renforts conséquents, mis à disposition après arbitrage de la DNRT. J'ai eu la charge de construire un dispositif opérationnel pour le département afin de faire face à toutes menaces relevant des thématiques du RT lors des épreuves olympiques et paralympiques. Pour autant, en parallèle des épreuves, nous devons poursuivre avec la même exigence le suivi de nos thématiques habituelles (prévention du terrorisme, lutte contre les extrémismes violents, risques de TOP, etc.) dans un contexte particulièrement sensible. Au-delà du seul CNTS, ce dispositif exceptionnel visait à couvrir tous les événements périphériques, notamment les manifestations festives en centre-ville et les lieux d'hébergement des différentes délégations, qui étaient parfois disséminés dans tout le département. En effet, dans un contexte international tendu, un suivi particulier s'imposait pour certaines délégations de sportifs étrangers pour des raisons de sécurité.

Par ailleurs, l'évaluation des risques et l'accueil des déplacements de personnalités dans le cadre des JOP se révélaient d'autant plus complexes que ces derniers étaient liés aux résultats : ils étaient à la fois nombreux et difficilement prévisibles. Cette mission a ainsi demandé une large faculté d'adaptation pour répondre à toute sollicitation le moment venu.

Nous nous sommes appuyés sur un dispositif très adaptable, en prévision de la forte variabilité de fréquentation des épreuves, qui ont finalement réuni de 200 à 3 000 personnes. Cela a permis de suivre opérationnellement les épreuves avec des remontées d'informations efficaces et rapides auprès du Centre opérationnel départemental en préfecture, mais aussi de la DNRT.

Nous avons su intégrer les contraintes et impératifs propres à notre activité de renseignement pour faire face, en temps réel, aux différentes problématiques rencontrées, et ce malgré une organisation et un protocole assez strict.

Dans l'ensemble, le dispositif mis en place a été un réel succès, qui a apporté une expérience très enrichissante pour les effectifs locaux, mais également pour l'ensemble des collègues venus en renfort.

LES TOURNNOIS DE FOOTBALL au Matmut Atlantique de Bordeaux

Bordeaux a accueilli les Jeux Olympiques de Paris 2024 en tant que "collectivité hôte" du tournoi olympique de football féminin et masculin avec sept matchs, du 24 juillet au 2 août, au stade Matmut Atlantique. Le Trait d'Union a laissé la parole à Olivier Martin qui a œuvré sur ces matchs.



« Je m'appelle Olivier Martin, je suis commandant divisionnaire à l'échelon fonctionnel et j'occupe le poste d'adjoint au chef du service départemental de la sécurité publique (ex-SOP) de Bordeaux depuis 2018.

À ce titre, Bordeaux accueillant sept matchs de foot dans le cadre des Jeux Olympiques, j'ai participé aux services d'ordre de l'ensemble des rencontres, plus particulièrement en assurant le commandement depuis le PC du stade Matmut, en lien direct avec le directeur interdépartemental de la police nationale de la Gironde ou son adjoint.

La gestion de l'ordre public et de la circulation requièrent une connaissance technique que le service d'ordre public et de sécurité routière (aujourd'hui SDSP) permet d'acquérir. Étant chef d'une unité d'ordre public, puis de la CDI à sa création en 2017, j'ai pu développer des compétences d'abord dans l'ordre public, mais aussi dans l'articulation des dispositifs de circulation, à l'occasion de faits sociaux majeurs comme les manifestations lors de la loi travail en 2016, les rendez-vous hebdomadaires avec le mouvement des Gilets jaunes, les violences urbaines estivales, sans oublier les matchs de foot, les concerts, les voyages officiels (nombreux) et les événements d'importance (visite à Bordeaux de Charles III, Tour de France).





Olivier Martin avec Frédérique Porterie, procureure de la République de Bordeaux et Éric Krust, DIPN adjoint de Gironde



M'inscrivant dans la continuité de mes prédécesseurs du SOPSR, spécialistes de l'ordre public et de la circulation routière, cette fonction au PC, qui répond aux enjeux de sécurité et de mobilité de ce genre d'événement, permet une adéquation parfaite entre la fonction d'état-major traditionnelle d'un poste de commandement et le terrain où les diverses problématiques me sont devenues familières. C'est finalement l'occasion d'exercer un commandement holistique.

Ce travail s'est fait naturellement, en étroite collaboration avec nos différents partenaires présents au PC : les transports en commun, la métropole, les polices municipales, l'organisateur de l'événement, le gestionnaire du stade, la DIRA pour la rocade, et bien sûr la préfecture. La participation

à cet événement a été la concrétisation d'un long travail de préparation, initié en 2023, avec tous ces partenaires.



La sensibilité et l'importance de l'événement JO ont conféré à l'exercice une dimension supplémentaire. Ainsi, la présence de forces d'intervention de niveau 3, l'utilisation de drones, la prise en compte de la lutte anti-drones et l'emploi de policiers supplétifs étrangers (renfort de 12 motards espagnols pour les escortes, de 17 démineurs, et de patrouilleurs espagnols, portugais et allemands pour la sécurisation pédestre) ont ajouté de l'inhabituel à l'extraordinaire ! »

LE BASKET ET LE HANDBALL à Lille, au stade Pierre Mauroy

Lille a accueilli entre le 26 juillet et le 11 août, de très nombreux matchs de basket et de handball au sein du stade Pierre Mauroy. 52 rencontres se sont déroulées dans cette enceinte prestigieuse. Frédéric Bologna, commandant de police et chef de la CDI 59, habitué aux matchs de football à Lille, nous parle de ce défi sécuritaire.



Le Trait d'Union : Bonjour Frédéric, peux-tu te présenter et nous rappeler ta carrière ?

Frédéric Bologna : Bonjour. Je m'appelle Frédéric Bologna. J'ai 50 ans. Je suis marié et père de 2 enfants. Originaire du nord, je suis commandant de police, chef de la Compagnie départementale d'intervention 59 et de la Section d'intervention rapide de Lille. S'agissant de ma carrière professionnelle, je suis rentré dans l'institution en 1994 à l'École natio-



nale de police de Roubaix, et après une quinzaine d'années dans le corps d'encadrement et d'application où j'ai occupé divers postes (police secours, investigation, BAC...) j'ai passé la voie d'accès professionnel.

En sortie d'école d'officiers en 2010, j'ai eu la chance de pouvoir retrouver ma région natale puisque j'ai été affecté à Lille, dans un premier temps en service judiciaire, puis en tant que chef de la BAC Départementale 59 et chef de la SIR en 2014.

En 2019, au gré des opportunités, j'ai pris le commandement de la Compagnie départementale d'intervention en conservant cette double casquette : chef CDI/chef SIR.

l'émergence des phénomènes de violences et de hooliganisme dans le football.

Ces unités novatrices répondaient à un besoin de présence policière dans l'enceinte des stades où la sécurité est prioritairement l'apanage de l'organisateur des rencontres.

L'action des SIR, qui ne se substitue pas aux prérogatives des agents de sécurité, se situe entre prévention et répression.

La présence visible et clairement identifiée des fonctionnaires constitue déjà un premier axe de prévention, notamment lors de l'arrivée des supporters dans le stade et la présence permanente de ces groupes dans les tribunes à proximité des supporters classés à risque.



Le Trait d'Union : Tu es, en plus de ta fonction chef CSI 59, chef de la SIR 59. En quoi consiste cette mission SIR ?

F. B. : Les Sections d'intervention rapide ont été créées en 2008, sous l'égide de la Division nationale de lutte contre le hooliganisme. Cette création résultait d'un constat préoccupant sur

Par sa tenue (les fonctionnaires sont équipés d'un survêtement et de baskets), et sa capacité de mobilité, la SIR apporte une réponse rapide et mesurée face aux problématiques n'entrant pas dans le champ des compétences des agents de sécurité.

De plus, dans le contexte post-attentat, les fonctionnaires de la SIR demeurent les seuls policiers armés dans l'enceinte du stade.

CDT
Frédéric
BOLOGNA



Dans le département du Nord, la SIR est composée de 42 fonctionnaires d'horizons éparés qui sont mobilisés quand un événement sportif sensible l'exige.

La doctrine d'emploi prévoit qu'un groupe SIR soit constitué de 6 fonctionnaires avec chacun un rôle précis et prédéfini.

La force de cette unité est la célérité avec laquelle elle est capable d'intervenir en tous points du stade, puisqu'elle a une parfaite connaissance des lieux dans lesquels elle évolue.

Le Trait d'Union : Cet été, à l'occasion des JOP, la SIR 59 a été activée pour sécuriser l'enceinte du stade Pierre Mauroy de Lille en configuration basket-ball et handball. Comment s'est déroulée cette mission par rapport à la configuration habituelle "match de football" ?

F. B. : En effet, durant les épreuves des Jeux Olympiques qui se sont tenues à Lille, la SIR a été activée sur chacun des matchs joués au stade Pierre Mauroy.

Avant les rencontres, la mission consistait à apporter une vigilance particulière sur les principales portes d'entrée du stade et le cas

échéant, à contrôler ou palper les supporters en deuxième rideau.

Durant les rencontres, le groupe SIR était positionné à proximité immédiate du terrain dans le but d'assurer une surveillance générale des tribunes et de prévenir toute intrusion sur l'aire de jeu, mais aussi de répondre à une demande particulière du PC.

Ce positionnement singulier diffère de celui habituellement adopté dans le cadre des rencontres de football où nous sommes en tribune, au contact direct des groupes ultras.

L'ambiance festive et l'état d'esprit qui régnaient ont été soulignés par tous les fonctionnaires de la SIR, plus habitués à l'hostilité et au comportement de certains supporters de foot.

Le Trait d'Union : Quelle situation t'a le plus marqué ?

F. B. : De manière générale, la relation SIR-population qui était assez inédite.

La ferveur dans le stade qui offrait une résonance particulière, et puis la Marseillaise reprise par les quelques 27 000 spectateurs avec une acoustique incroyable.

Le Trait d'Union : Que retiens-tu de ces JOP ?

F. B. : Sans conteste l'ambiance et l'état d'esprit du public. Nous avons fait l'objet de nombreuses interrogations sur nos tenues, sur nos missions, par des supporters ignorant l'existence de policiers en survêtement floqué POLICE.

Je retiens également l'engagement des fonctionnaires de la SIR qui ont répondu présent et qui, outre leur professionnalisme, ont contribué à véhiculer une image différente et très positive de l'institution.

Enfin, et c'est ce qui est sans doute le plus important, la satisfaction d'avoir participé à un événement d'ampleur unique qui s'est déroulé dans les meilleures conditions.

LE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE (LIC) dans le Pas-de-Calais : la Compagnie de marche - LIC 62

La lutte contre l'immigration clandestine a été considérablement renforcée durant la période

des JOP. Point de passage privilégié, le département du Pas-de-Calais a mis en place une Compagnie de marche dès le début du mois de juillet, les effectifs CRS habituellement en charge de la LIC étant appelés sur d'autres missions. Rencontre avec le lieutenant de police Lilian Montagne, à la tête de ce dispositif unique.



Le Trait d'Union : Bonjour Lilian, peux-tu te présenter à nos lecteurs ?

Lilian Montagne : Je suis le lieutenant de police Lilian Montagne, je suis entré dans la police en tant que gardien de la paix en 1998. J'ai démarré ma carrière à Paris 18e, j'ai été muté dans ma région d'origine dans le Nord en 2002. À ma demande, j'ai alors intégré l'état-major de la DDSP 59, où notre mission principale était de mettre en œuvre la synthèse des faits marquants pour le département du Nord et d'être en relation avec M. le DDSP 59, son adjoint, la DCSP et le cabinet du préfet du Nord.

Après quelques années, j'ai décidé de passer les tests pour intégrer la BAC de Lille, service dans lequel j'ai travaillé 5 ans. En 2010 j'ai intégré les CRS jusqu'à l'obtention du concours d'officier en 2022. J'ai ainsi ensuite intégré la 28e promotion d'officiers de police.



Le Trait d'Union : Comment t'es-tu retrouvé à la tête de la Cie de marche de la LIC 62 début juillet ?

L. M. : Mon délégué SYNERGIE des Hauts-de-France m'a informé que M. le DIPN 62 allait mettre en place une Compagnie de marche LIC 62. Je me suis de suite positionné sur ce projet, étant donné que je connaissais cette mission sur le bout des doigts au vu de mon expérience passée chez les CRS. J'ai eu un entretien avec M. le DIPN 62, qui a choisi de m'accorder sa confiance.



Le Trait d'Union : Quelle a été ta mission ?

L. M. : Il y a un fossé entre la DNSP et la DCCRS. En effet, les CRS ont une organisation fonctionnelle interne très structurée (1 chef du matériel, 1 chef de la synergie, 1 chef du service général). Lorsque j'ai rencontré M. le DIPN 62, celui-ci m'avait indiqué qu'il ne pouvait pas détacher, sur cette mission, autant de fonctionnaires qu'il le souhaitait, et que je me devais d'être pluridisciplinaire. J'ai donc mis en place cette Compagnie de marche le 30 Juin 2024, avec des groupes de fonctionnaires très hétérogènes (brigades de roulement, stups,





Virginie,
policière.

**S'engager auprès de ceux
qui se mettent au service
des autres, c'est ça être
assurément humain.**



**Assurément
Humain**



crim', badr, plaintes, gaj). De nombreux fonctionnaires n'avaient pas mis la tenue depuis quelques années. Les premiers jours ont été difficiles, mais j'ai eu la chance d'avoir des interlocuteurs formidables qui m'ont beaucoup aidé (état-major DIPN 62, PAF Coquelles) ; je les en remercie d'ailleurs. Remplacer plusieurs compagnies de CRS par une Compagnie de marche composée de 30 fonctionnaires, c'était un sacré challenge. Les résultats ont été au-delà de nos attentes et j'en suis très fier. Je réalisais un rassemblement chaque matin afin d'être concis et précis sur mes attentes. Je recevais de mes homologues de la PAF des consignes journalières concernant les passeurs, la météorologie et j'ai eu la chance d'avoir à ma disposition, ce formidable outil que sont les drones. Grâce à cette technologie, nous avons pu gagner du temps et intercepter de nombreux bateaux, mais aussi des passeurs.



**Le Trait d'Union : Ton parcours CRS
a-t-il été une plus-value sur cette
mission ?**

L. M. : Il est évident que mon expérience chez les CRS m'a énormément servie, tant sur la logistique que sur l'opérationnel. J'ai eu la confiance du directeur qui était mon interlocuteur privilégié au quotidien, c'est à la fois valorisant mais aussi une preuve de confiance. Pour un "jeune officier", c'est très gratifiant.



**Le Trait d'Union : Quels sont les
événements qui t'ont le plus marqué ?**

L. M. : Un matin de juillet, à 7 h, notre drone repère un bateau porté par une soixantaine de migrants qui se dirige vers la mer proche du lieu-dit Plage





des Hemmes de Marck. Nous intervenons rapidement et apercevons un groupe d'une vingtaine de Soudanais opportunistes : ils tentent de monter sur cette embarcation de fortune sans payer et avec violence.

Les plages sont tellement vastes que nous devons utiliser des jumelles, et nous apercevons une rixe à 50 m du rivage avec couteaux et bâtons. Je donne immédiatement comme instruction d'utiliser les moyens tel que le lanceur cougar. Nous sommes encore à plus de 100 m, et l'idée de manœuvre qui doit être proportionnée et rapide, consiste à empêcher que cette embarcation prenne l'eau mais aussi que la rixe cesse. Il y a, à ce moment, 100 migrants sur la plage et nous sommes 15 fonctionnaires. Les moyens utilisés stoppent



immédiatement la rixe, le bateau est mis à l'eau et 20 personnes montent à bord. Les 80 autres migrants se dispersent dans les dunes sous l'effet du gaz.



Je précise qu'une fois sur l'eau, nous n'intervenons plus de manière à ne pas mettre en péril la vie des migrants ainsi que notre propre sécurité. J'aperçois un couple de trentenaire de nationalité kurde, effondré sur la plage. Le couple hurlait tellement qu'il fallait que je comprenne rapidement leur problème. Je fais prendre en charge la jeune femme par un personnel féminin et moi je m'occupe du monsieur. Avec un logiciel de traduction, je comprends que leurs deux enfants, âgés de 6 et 8 ans, ont pris l'eau et se trouvent sur cette embarcation de fortune en direction de l'Angleterre seuls et livrés à eux-mêmes.



Le terrain sur lequel on évoluait était difficile, l'amplitude horaire de 5 h à 17 h 08 l'était tout autant. Pour ma part, la fin de service était souvent vers 19 h.

Le Trait d'Union : Tu as enchaîné également avec des périodes de renfort sur Paris, comment as-tu géré la fatigue, les contraintes ?

L. M. : Il faut savoir se ménager même si cette expérience n'a pas été de tout repos. Je n'ai plus 20 ans, certes, mais j'ai encore de l'énergie à revendre. J'ai en

En tant que papa et policier républicain je ne peux pas rester insensible à ce drame. J'appelle de suite la DIPN 62 ainsi que la PAF de Coquelles et je transporte les deux parents dans les locaux de la PAF. Les policiers anglais nous informeront que les deux enfants ont été retrouvés sains et saufs en Angleterre.

effet enchaîné 40 jours de LIC 62, je suis parti rejoindre ma famille en vacances 13 jours et je suis reparti sur les JO Paralympiques 15 jours. Ce fut un été intense et studieux.

Le Trait d'Union : Que retiens-tu de ces JOP ?

L. M. : J'ai été très surpris par l'engagement et le volontariat des fonctionnaires présents sur ces missions LIC et JOP. La plupart des policiers étaient volontaires pour y participer ce qui m'a facilité la tâche. Des gradés responsables m'ont beaucoup aidé dans l'accomplissement des missions, une confiance s'est vite instaurée, j'ai eu affaire à des facilitateurs, ce qui m'a permis de déléguer : seul on ne peut pas tout gérer.

Le Trait d'Union : Quel bilan tires-tu de cette expérience ?

L. M. : Cette expérience a été riche dans l'apprentissage du commandement opérationnel. Il faut être juste, exemplaire et humain.



LES ÉPREUVES DE SURF en Polynésie française

La compétition de surf à Teahupo'o, commune située sur la côte sud-ouest de l'île de Tahiti a été une étape des Jeux Olympiques de Paris 2024, rassemblant les meilleurs surfeurs du monde. Cet événement inédit a fait de la Polynésie française la seule terre de jeux en dehors de la France hexagonale pour ces JO 2024.

À cette occasion, la DTPN 987 a été fortement impactée par la sécurité de ces Jeux avec la mise en place d'un PC haut-commissariat et le renseignement territorial présent à Teahupo'o situé en zone gendarmerie. Du 31 juillet au 4 août, le club 2024 (pavillon animation) a également mobilisé les policiers avant le carnaval du 4 août qui est venu clôturer l'événement avec 90 effectifs de police qui ont assuré l'encadrement. En outre, la DTPN a géré les VO avec la présence sur site du 26 au 31 juillet de la ministre déléguée des Outre-mer.

Un peu plus tôt, en amont de l'événement, le 13 juin 2024, le capitaine de police Tautuarii Tixier, adjoint au chef STSP de la DTPN 987, secondé par le chef d'escadron Paul Dumont Saint-Priest, commandant de la Cie des Îles du Vent, assurait avec brio la fonction de commandant de la



Avec ce duo de choc à la tête du convoi principal lors du relais de la flamme à Tahiti, une belle image de mutualisation des FSI et de camaraderie entre officiers PN et GN



Effectifs de la DTPN 987 à l'occasion du passage de la Mascotte



Le commandant Tamatea Tuheia, chef du STSP Papeete et délégué SYNERGIE-OFFICIERS

cellule tactique sur le dispositif du relais de la flamme de Teahupo'o à la place To'ata à Papeete où le chaudron a été enflammé dans la liesse populaire.

Cette épreuve a offert l'opportunité d'associer les Outre-mer et leurs populations aux Jeux Olympiques (pour la première fois de l'histoire) tout en valorisant la diversité et la richesse du patrimoine français.

Le bureau national de SYNERGIE-OFFICIERS remercie chaleureusement Tamatea pour son engagement au quotidien au service des officiers avec une attention particulière pour nos collègues "éloignés" qui ont participé pleinement à cet événement planétaire et contribué au succès du dispositif de sécurité déployé à l'occasion de ces JO.

LA DCIS :

au cœur du réacteur avec Philippe Legué, chef de la Division de la sécurité générale au CCI et délégué SYNERGIE-OFFICIERS DCIS

Le Trait d'Union : Bonjour Philippe. Peux-tu nous donner un aperçu de ta carrière et de ton parcours dans la police nationale ?

Philippe Legué : Issu de la 1^{re} promotion des OPN, j'ai choisi la police judiciaire de la PP à ma sortie d'école. Affecté dans le 4^e, puis le 11^e et le 7^{ème} arrondissement de Paris sur des missions judiciaires et administratives.

Ensuite est venu un besoin irrésistible de changer d'orientation. Hispanophone, j'ai postulé sur le poste d'attaché de sécurité intérieure à Mexico à la Direction de la coopération internationale (DCI) où je suis parti en septembre 2013. Cette expérience a été très forte, mais la plus compliquée de ma carrière puisqu'au-delà du changement de pays, il a fallu apprendre à travailler au sein d'une ambassade qui est assez éloignée de notre écosystème d'origine, avec des missions plutôt éloignées des sujets de terrain que je devais traiter. Finalement, mon expérience professionnelle a permis de m'adapter à ce nouvel environnement et surtout a servi de base pour les expertises demandées.

À mon retour du Mexique, la DCI m'a proposé la direction d'H24, la plateforme du Centre de veille



Philippe LEGUÉ

opérationnelle (CVO) qui a en charge le traitement de toutes les demandes opérationnelles. Puis, j'ai occupé le poste d'adjoint au chef du CVO. Aujourd'hui, je suis adjoint à la cheffe de la Division des opérations de l'EMDCIS, qui assure également la fonction d'adjointe du CEM.

Ce poste est particulièrement exigeant en raison de la masse d'informations qu'il faut gérer, la diversité des sujets et des domaines qu'il convient de maîtriser et la vigilance qu'il faut avoir pour voir arriver les crises et informer en temps réel, les plus hautes instances de notre DG et notre ministère. Pour toutes ces raisons, je pense que la DCIS, dans son organisation actuelle, détient la plus grande expertise qui soit concernant la fonction "internationale" du MIOM.



Le Trait d'Union : Quel a été ton activité pour les JOP 2024 ?

P. L. : Il y a plus de deux ans, j'ai été choisi, avec Mme Nathalie Faynel, CD, adjointe au chef d'état-major, pour être un des référents Jeux Olympiques par la directrice de la Coopération internationale de sécurité.

Notre mission consistait à porter la voix de la DCIS et à identifier les sujets impliquants la direction. Délocalisés au début du mois de novembre 2023 au sein de la mission JO auprès du DGPN, nous avons pour objectif d'assurer le lien entre la DGPN et la DCIS, notamment dans le cadre des commandes et de la remontée d'informations, mais également d'apporter une expertise immédiate sur les sujets "internationaux". Dans ce cadre, il a fallu assister à toutes les phases de planification impliquant la DGPN mais également la DCIS, sachant que certaines thématiques, notamment la question des équipes cynotechniques provenant de l'étranger, ont été prises en compte directement par la centrale de la DCIS.

Concomitamment, la DCIS a été sollicitée par le Centre du renseignement olympique pour participer à la création d'un Centre de coopération internationale, unique enceinte d'accueil des représentants étrangers et qui devait être constitué d'une division "renseignement" et d'une division "sécurité générale". Avec Nathalie Faynel, nous avons été désignés pour être respectivement cheffe du CCI et chef de la division "sécurité



générale". Placé sous l'autorité de la Coordination nationale pour la sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques (CNSJ) et piloté par le Centre de renseignement olympique (CRO), les principales missions du CCI ont été prioritairement :

- D'informer les représentants des services étrangers partenaires sur la situation sécuritaire en lien avec les Jeux ainsi que sur tout événement d'ordre public susceptible d'impacter le déroulement des Jeux, par l'intermédiaire de briefings quotidiens.
- D'assurer le partage et la diffusion des informations touchant à la sécurité des ressortissants des pays représentés sur le territoire national à l'occasion des Jeux.

Pour le montage de ce centre, la DCIS a apporté son expérience et son savoir-faire par la participation d'agents rompus à la communication à ce type d'événements et avec des compétences linguistiques, mais également en apportant un soutien logistique (matériel informatique et autres).

Le Trait d'Union : Comment as-tu vécu cette expérience ?

P. L. : Le principal enjeu était de servir l'image de notre pays dans un événement planétaire. Donc, de mon point de vue, l'investissement a largement dépassé les personnes mais également les directions. Néanmoins, et pour être honnête, je me suis senti presque écrasé par l'ampleur de la tâche après la première réunion organisée par





le CRO et la présentation de l'aventure CCI ; et ce, même s'il s'agissait d'un travail d'équipe. Ce centre a été un laboratoire puisque, toujours sous le pilotage du CRO, nous avons travaillé avec les directions nationales de la DGNP mais également avec la DGGN, la PP, les organisations internationales (Interpol, Europol et Frontex) et les services de renseignement.

Je pense que notre apport, lors des briefings consistant à intégrer plus précisément les questions judiciaires et la dimension ordre public toujours en accord avec le CRO, a permis de mieux répondre aux attentes des partenaires étrangers. Le caractère transversal du centre a été exploité à son niveau maximum jusqu'à l'accueil de délégations étrangères pour mettre en avant le savoir-faire des services français et accueillir les bonnes pratiques de nos partenaires.

L'expérience a été incroyable puisqu'il a fallu sortir de sa zone de confort, mais simple à la fois, puisque la motivation essentielle était d'œuvrer pour le bien collectif. Il a fallu s'ouvrir aux autres, bien au-delà des périmètres habituels. Il est

évident que j'en suis personnellement sorti grandi et je suis heureux d'avoir partagé cette expérience avec mes collègues de la DCIS.

Le Trait d'Union : Tu es également le délégué de direction SYNERGIE-OFFICIERS. Peux-tu nous dire pourquoi et comment as-tu été amené à t'investir ?

P. L. : Je me suis syndiqué à SYNERGIE-OFFICIERS dès ma scolarité à l'ENSOP. Lors de ma scolarité, les SG de chacun des syndicats avaient pu s'exprimer devant la promotion et j'avoue que, me sentant très éloigné de la question de la largeur de la bande de commandement sur le pantalon, j'ai adhéré à SO.

Ma mission de délégué syndical n'a jamais été quelque chose de naturel. Lorsque j'ai été sollicité sur la fonction, cela faisait quelques années que j'étais à l'état-major. J'étais bien établi dans mes fonctions, commandant depuis plusieurs années, si bien que j'ai considéré qu'il était peut-être temps de consacrer du temps aux collègues de la DCI. La qualité des échanges avec la RH de la DCI a contribué à remporter mon adhésion, le dialogue social ayant toujours été apaisé et constructif.



EUROPOL : une agence au cœur de la sécurité de nos concitoyens durant les JOP 2024

En juin 2023, les premières réunions de concertation avaient lieu afin de préparer au mieux la future coopération entre la France et l'agence européenne Europol.



Catherine DE BOLLE,
ED EUROPOL, Emilie
MOREAU, CHEF
SU SSIG et Lucas
PHILIPPE, Adjoint au
chef du DCIO



Le 10 octobre 2023, une convention était signée entre Mme Catherine De Bolle, directrice exécutive d'Europol et M. le préfet Alexandre Brugère, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer.

S'en suivirent plusieurs réunions thématiques portant sur les différents pans de criminalité, susceptibles d'impacter les bons déroulements



ADHÉRENTS SYNERGIE-OFFICIERS, BÉNÉFICIEZ D'ALLIANCE AVANTAGES



**PRENEZ LE LARGE AVEC MSC CROISIÈRES AVEC
UNE OFFRE CUMULABLE AVEC LES PROMOS**



WWW.ALLIANCEAVANTAGES.FR

**SYNERGIE
OFFICIERS**

des Jeux Olympiques 2024, mais également des réunions de coordination avec les autres partenaires internationaux intervenants dans le cadre du Centre de Coordination Internationale.

Les officiers de police, en fonction à Europol, ont été sollicités au vu de leur expertise à chaque étape du processus de la collaboration entre les services d'investigations, de coordination internationale et les représentants de l'agence européenne.

Ainsi, les risques pesant sur la billetterie, les fraudes en ligne, les attaques informatiques, les paris illicites, la corruption sportive, le dopage, les réseaux de pickpockets et bien évidemment les risques terroristes liés à la situation actuelle, ont été passés au crible par les filtres, notamment des officiers de police. Des experts d'Europol ont eu la possibilité d'établir des liens étroits avec leurs partenaires français dans le cadre de la prévention de la criminalité.

Lors des événements des Jeux Olympiques 2024, et pour le seul compte d'Europol, seize agents ont été déployés sur les deux sites dédiés à la coopération internationale. La communauté française et francophone de l'agence a fortement été mobilisée.

Durant la cérémonie d'ouverture et le déroulement des épreuves sportives, Europol, Interpol, Frontex, et les officiers de liaison étrangers déployés à l'occasion de l'événement en partenariat avec le DCIO et la DCIS, ont pu mettre à profit leur expertise afin de cribler et d'évaluer les informations qui étaient adressées au centre Ségur.

Une plateforme d'échange d'informations non opérationnelles avait été mise en place en amont sur EPE (Europol Platform for Expert) permettant au personnel dédié d'avoir accès aux informations nécessaires à la réalisation de leur mission (liste des points de contact, plans des différents sites olympiques, ...).



**Lucas PHILIPPE, Adjoint DCIO
et Jean Philippe LECOUFFE (DEDO)**

Pour le compte de l'agence, un fil SIENA (messagerie sécurisée) a été spécialement dédié à l'échange de données opérationnelles entre Europol et ses partenaires. Le premier niveau de traitement de l'information était réalisé par les personnels déployés sur les deux sites en France avec, en cas de besoin, l'assistance à distances des experts et spécialistes de l'agence.

Le centre opérationnel 24/7 d'Europol permettait un premier filtrage des informations relatives au déroulement des jeux et des contextes politiques susceptibles d'affecter les Jeux Olympiques.



À chaque étape du processus d'élaboration et d'exécution des missions, les officiers de police ont répondu présent et ont apporté une véritable plus-value par leur haut niveau d'expertise.

Dans le cadre des Paralympiques, et même si le dispositif a été allégé, l'implication de l'ensemble des effectifs est restée de mise et a permis de montrer aux partenaires les qualités organisationnelles de la France dans le cadre d'événements majeurs pour lesquelles les officiers de police contribuent largement.

REMUNERATIONS MOYENNES MENSUELLES
DES FONCTIONNAIRES DU CORPS DE COMMANDEMENT
EN POSTE A PARIS ET EN ILE DE FRANCE AU 1^{ER} JANVIER 2024

GRADE	ECHOLON	IB	INDICE MAJORES	DUREE ECHOLON	VALEUR DU POINT	TRAITEMENT INDICIAIRE	IR 3%	ISSP	NBI	IRP
COMMANDANT DIVISIONNAIRE FONCTIONNEL	E. Spécial	HEA3	977		59,0734	4 809,56	150,19	1 130,25	196,91	454,00
		HEA2	930	1 an	59,0734	4 578,19	143,25	1 075,87	196,91	454,00
		HEA1	895	1 an	59,0734	4 405,89	138,08	1 035,38	196,91	454,00
	4e	1027	835	2 ans	59,0734	4 110,52	129,22	965,97	196,91	454,00
	3e	1015	826	2 ans	59,0734	4 066,22	127,89	955,56	196,91	454,00
	2e	930	761	2 ans	59,0734	3 746,24	118,29	880,37	196,91	454,00
	1er	890	730	2 ans	59,0734	3 593,63	113,72	844,50	196,91	454,00
COMMANDANT DIVISIONNAIRE	E. Spécial	HEA3	977		59,0734	4 809,56	144,29	1 130,25		660,00
		HEA2	930	1 an	59,0734	4 578,19	137,35	1 075,87		660,00
		HEA1	895	1 an	59,0734	4 405,89	132,18	1 035,38		660,00
	4e	1027	835	3 ans	59,0734	4 110,52	123,32	965,97		660,00
	3e	1015	826	3 ans	59,0734	4 066,22	121,99	955,56		660,00
	2e	930	761	2,5 ans	59,0734	3 746,24	112,39	880,37		660,00
	1er	890	730	2,5 ans	59,0734	3 593,63	107,81	844,50		660,00
COMMANDANT DE POLICE	7e	1015	826		59,0734	4 066,22	121,99	955,56		454,00
	6e	995	811	2,5 ans	59,0734	3 992,38	119,77	938,21		454,00
	5e	930	761	2,5 ans	59,0734	3 746,24	112,39	880,37		454,00
	4e	878	721	2 ans	59,0734	3 549,33	106,48	834,09		454,00
	3e	830	685	2 ans	59,0734	3 372,11	101,16	792,45		454,00
	2e	784	650	2 ans	59,0734	3 199,81	95,99	751,96		454,00
	1er	741	617	2 ans	59,0734	3 037,36	91,12	713,78		454,00
CAPITAINE DE POLICE	11e	877	721		59,0734	3 549,33	106,48	976,06		416,00
	10e	821	678	3 ans	59,0734	3 337,65	100,13	917,85		416,00
	9e	776	643	3 ans	59,0734	3 165,35	94,96	870,47		416,00
	8e	732	610	2,5 ans	59,0734	3 002,90	90,09	825,80		416,00
	7e	693	580	2,5 ans	59,0734	2 855,21	85,66	785,18		416,00
	6e	653	550	2 ans	59,0734	2 707,53	81,23	744,57		416,00
	5e	611	518	2 ans	59,0734	2 550,00	76,50	701,25		416,00
	4e	567	485	2 ans	59,0734	2 387,55	71,63	680,45		416,00
	3e	525	455	2 ans	59,0734	2 239,87	67,20	638,36		416,00
	2e	499	435	1 an	59,0734	2 141,41	64,24	610,30		416,00
	1er	469	415	1 an	59,0734	2 042,96	61,29	582,24		416,00
	stagiaire	367	366	1 an	59,0734	1 801,74	18,02	513,49		157,00
	élève	367	366	6 mois	59,0734	1 801,74	18,02	234,22		

COMPLEMENT RTT	IND POSTE DIFFICILE	IND SUJ EXCEPT	COMPENSATION CSG MINIMA	Transfert prime-point	PENSION CIVILE	PENSION CIVILE ISSP	PENSION CIVILE NBI	RDS	CSG	RAFP	TRAITEMENT NET MENSUEL
56,67	14,11	85,75	59,40	-32,42	533,86	256,40	21,86	35,03	644,52	48,10	5 384,67
56,67	14,11	85,75	56,94	-32,42	508,18	244,11	21,86	33,58	617,84	45,78	5 157,94
56,67	14,11	85,75	55,11	-32,42	489,05	234,42	21,86	32,50	597,97	44,06	4 989,63
56,67	14,11	85,75	51,97	-32,42	456,27	218,76	21,86	30,65	563,92	41,11	4 700,16
56,67	14,11	85,75	51,50	-32,42	451,35	216,47	21,86	30,37	558,81	40,66	4 656,68
56,67	14,11	85,75	48,10	-32,42	415,83	199,61	21,86	28,36	521,91	37,46	4 342,98
56,67	14,11	85,75	46,48	-32,42	398,89	191,67	21,86	27,41	504,32	35,94	4 193,27
56,67	14,11	85,75	57,69	-32,42	533,86	256,40	-	34,02	626,03	48,10	5 427,49
56,67	14,11	85,75	55,24	-32,42	508,18	244,11	-	32,57	599,35	45,78	5 200,77
56,67	14,11	85,75	53,41	-32,42	489,05	234,42	-	31,49	579,49	44,06	5 032,46
56,67	14,11	85,75	50,27	-32,42	456,27	218,76		29,64	545,43	41,11	4 742,99
56,67	14,11	85,75	49,80	-32,42	451,35	216,47		29,37	540,32	40,66	4 699,50
56,67	14,11	85,75	46,40	-32,42	415,83	199,61		27,36	503,43	37,46	4 385,81
56,67	14,11	85,75	44,77	-32,42	398,89	191,67		26,40	485,83	35,94	4 236,10
56,67	14,11	85,75	48,07	-32,42	451,35	216,47		28,34	521,55	37,41	4 514,83
56,67	14,11	85,75	47,28	-32,42	443,15	212,89		27,88	513,03	37,26	4 441,54
56,67	14,11	85,75	44,67	-32,42	415,83	199,61		26,34	484,65	36,76	4 198,58
56,67	14,11	85,75	42,57	-32,42	393,98	188,73		25,11	461,95	35,49	4 005,33
56,67	14,11	85,75	40,69	-32,42	374,30	179,60		24,00	441,51	33,72	3 831,39
56,67	14,11	85,75	38,86	-32,42	355,18	170,57		22,92	421,65	32,00	3 662,43
56,67	14,11	85,75	37,13	-32,42	337,15	161,76		21,90	402,91	30,37	3 503,42
56,67	14,11	85,75	43,45	-32,42	393,98	207,72		25,62	471,42	34,50	4 082,19
56,67	14,11	85,75	41,13	-32,42	370,48	195,21		24,25	446,24	33,38	3 867,31
56,67	14,11	85,75	39,24	-32,42	351,35	185,52		23,14	425,75	31,65	3 692,72
56,67	14,11	85,75	37,46	-32,42	333,32	176,06		22,09	406,43	30,03	3 528,43
56,67	30,35	85,75	35,97	-32,42	316,93	167,57		21,21	390,34	28,55	3 393,77
56,67	30,35	85,75	34,35	-32,42	300,54	158,43		20,26	372,77	27,08	3 244,96
56,67	30,35	85,75	32,63	-32,42	283,05	149,07		19,24	354,03	25,50	3 085,83
56,67	30,35	85,75	31,05	-32,42	265,02	139,61		18,31	336,89	23,88	2 943,33
56,67	30,35	85,75	29,42	-32,42	248,63	131,12		17,35	319,18	22,40	2 792,52
56,67	30,35	85,75	28,33	-32,42	237,70	125,68		16,71	307,38	21,41	2 691,75
56,67	30,35	85,75	27,24	-32,42	226,77	119,58		16,06	295,58	20,43	2 591,65
			22,37		305,53			12,37	242,73	18,02	1 928,59
			17,25		270,78			10,23	187,22	12,61	1 574,03

REMUNERATIONS MOYENNES MENSUELLES
DES FONCTIONNAIRES DU CORPS DE COMMANDEMENT
EN POSTE **EN PROVINCE (IR = 0%) AU 1^{ER} JANVIER 2024**

GRADE	ECHOLON	IB	INDICE MAJORES	DUREE ECHOLON	VALEUR DU POINT	TRAITEMENT INDICIAIRE	ISSP	NBI	IRP
COMMANDANT DIVISIONNAIRE FONCTIONNEL	E. Spécial	HEA3	977		59,0734	4 809,56	1 130,25	196,91	454,00
		HEA2	930	1 an	59,0734	4 578,19	1 075,87	196,91	454,00
		HEA1	895	1 an	59,0734	4 405,89	1 035,38	196,91	454,00
	4e	1027	835	2 ans	59,0734	4 110,52	965,97	196,91	454,00
	3e	1015	826	2 ans	59,0734	4 066,22	955,56	196,91	454,00
	2e	930	761	2 ans	59,0734	3 746,24	880,37	196,91	454,00
	1er	890	730	2 ans	59,0734	3 593,63	844,50	196,91	454,00
COMMANDANT DIVISIONNAIRE	E. Spécial	HEA3	977		59,0734	4 809,56	1 130,25		660,00
		HEA2	930	1 an	59,0734	4 578,19	1 075,87		660,00
		HEA1	895	1 an	59,0734	4 405,89	1 035,38		660,00
	4e	1027	835	3 ans	59,0734	4 110,52	965,97		660,00
	3e	1015	826	3 ans	59,0734	4 066,22	955,56		660,00
	2e	930	761	2,5 ans	59,0734	3 746,24	880,37		660,00
	1er	890	730	2,5 ans	59,0734	3 593,63	844,50		660,00
COMMANDANT DE POLICE	7e	1015	826		59,0734	4 066,22	955,56		454,00
	6e	995	811	2,5 ans	59,0734	3 992,38	938,21		454,00
	5e	930	761	2,5 ans	59,0734	3 746,24	880,37		454,00
	4e	878	721	2 ans	59,0734	3 549,33	834,09		454,00
	3e	830	685	2 ans	59,0734	3 372,11	792,45		454,00
	2e	784	650	2 ans	59,0734	3 199,81	751,96		454,00
	1er	741	617	2 ans	59,0734	3 037,36	713,78		454,00
CAPITAINE DE POLICE	11e	877	721		59,0734	3 549,33	976,06		416,00
	10e	821	678	3 ans	59,0734	3 337,65	917,85		416,00
	9e	776	643	3 ans	59,0734	3 165,35	870,47		416,00
	8e	732	610	2,5 ans	59,0734	3 002,90	825,80		416,00
	7e	693	580	2,5 ans	59,0734	2 855,21	785,18		416,00
	6e	653	550	2 ans	59,0734	2 707,53	744,57		416,00
	5e	611	518	2 ans	59,0734	2 550,00	701,25		416,00
	4e	567	485	2 ans	59,0734	2 387,55	680,45		416,00
	3e	525	455	2 ans	59,0734	2 239,87	638,36		416,00
	2e	499	435	1 an	59,0734	2 141,41	610,30		416,00
	1er	469	415	1 an	59,0734	2 042,96	582,24		416,00

COMPLEMENT RTT	COMPENSATION CSG MINIMA	Transfert prime-point	PENSION CIVILE	PENSION CIVILE ISSP	PENSION CIVILE NBI	RDS	CSG	RAFP	TRAITEMENT NET MENSUEL
56,67	59,40	-32,42	533,86	256,40	21,86	33,79	621,73	46,92	5 157,71
56,67	56,94	-32,42	508,18	244,11	21,86	32,37	595,68	45,78	4 936,14
56,67	55,11	-32,42	489,05	234,42	21,86	31,32	576,29	44,06	4 772,55
56,67	51,97	-32,42	456,27	218,76	21,86	29,51	543,04	41,11	4 491,17
56,67	51,50	-32,42	451,35	216,47	21,86	29,24	538,05	40,66	4 448,89
56,67	48,10	-32,42	415,83	199,61	21,86	27,28	502,03	37,46	4 143,95
56,67	46,48	-32,42	398,89	191,67	21,86	26,35	484,85	35,94	3 998,42
56,67	57,69	-32,42	533,86	256,40		32,81	603,78	36,99	5 215,85
56,67	55,24	-32,42	508,18	244,11		31,40	577,73	36,87	4 993,27
56,67	53,41	-32,42	489,05	234,42		30,34	558,34	36,79	4 828,04
56,67	50,27	-32,42	456,27	218,76		28,54	525,09	36,63	4 543,85
56,67	49,80	-32,42	451,35	216,47		28,27	520,10	36,61	4 501,16
56,67	46,40	-32,42	415,83	199,61		26,31	484,08	36,44	4 193,19
56,67	44,77	-32,42	398,89	191,67		25,38	466,90	35,94	4 046,63
56,67	48,07	-32,42	451,35	216,47		27,25	501,32	26,22	4 323,62
56,67	47,28	-32,42	443,15	212,89		26,79	493,01	26,18	4 252,24
56,67	44,67	-32,42	415,83	199,61		25,29	465,30	26,06	4 015,64
56,67	42,57	-32,42	393,98	188,73		24,08	443,14	25,95	3 826,62
56,67	40,69	-32,42	374,30	179,60		23,00	423,19	25,86	3 655,85
56,67	38,86	-32,42	355,18	170,57		21,95	403,79	25,77	3 489,97
56,67	37,13	-32,42	337,15	161,76		20,95	385,51	25,69	3 333,86
56,67	43,45	-32,42	393,98	207,72		24,60	452,61	24,10	3 904,35
56,67	41,13	-32,42	370,48	195,21		23,26	428,01	23,98	3 694,25
56,67	39,24	-32,42	351,35	185,52		22,17	407,99	23,89	3 522,74
56,67	37,46	-32,42	333,32	176,06		21,15	389,11	23,81	3 361,36
56,67	35,97	-32,42	316,93	167,57		20,21	371,95	23,73	3 214,54
56,67	34,35	-32,42	300,54	158,43		19,28	354,79	23,65	3 068,37
56,67	32,63	-32,42	283,05	149,07		18,29	336,48	23,56	2 912,06
56,67	31,05	-32,42	265,02	139,61		17,38	319,77	23,49	2 772,46
56,67	29,42	-32,42	248,63	131,12		16,44	302,48	22,40	2 625,30
56,67	28,33	-32,42	237,70	125,68		15,81	290,95	21,41	2 527,23
56,67	27,24	-32,42	226,77	119,58		15,19	279,41	20,43	2 429,82

VALEUR DU POINT D'INDICE AU 01/01/2024 : 4,92€

NB : les CDTs DIV détachés dans un EF bénéficient d'une IRP de 660€

IMPORTANT

**ADHEREZ EN LIGNE
SUR NOTRE SITE
INTERNET**

WWW.SYNERGIE-OFFICIERS.COM



**ET BENEFICIEZ
DESORMAIS**

D'ALLIANCE AVANTAGES

WWW.ALLIANCEAVANTAGES.FR

SYNERGIE-OFFICIERS

03 boulevard du palais 75004 PARIS

01-40-13-02-85

bureau.national@synergie-officiers.com

twitter : @PoliceSynergie